

nées et exploitées de ce pays. C'est dans la capacité de désigner clairement ses ennemis que réside pour le peuple la possibilité de dépasser et de liquider les positions xénophobes et racistes.

Du coup, il s'agit d'accroître, de diversifier et d'élargir les luttes menées aujourd'hui par l'immigration et par les mouvements de solidarité avec elle. Malgré la situation politique générale et le rapport de forces défavorable, il y a des mobilisations qui aboutissent, des résistances qui gagnent, des éléments de contre-pouvoir qui s'affirment.

Consolider tout ça c'est faire sortir l'immigration du statut de problème particulier pour l'intégrer à tous les éléments du combat anti-capitaliste. Ceci exige que se multiplient les points d'appuis, les outils de lutte, les structures d'organisation pour que les immigré-e-s puissent non seulement défendre leurs droits de séjourner et de travailler ici mais pour avancer ensemble sur le chemin de l'égalité, pour rendre chaque jour plus présente l'immigration dans la cité.

Pour une politique de libération

Conquérir le droit à une aide sociale, unique, égale pour toutes les personnes quel que soit leur statut, défendre des conditions de travail et de salaire égales pour tous/toutes, briser le dumping social et salarial, multiplier les luttes et les conflits sur ce terrain, gagner des droits sociaux égalitaires, tout ces éléments unifient les



classes populaires quels que soient les origines ou les statuts.

La tâche des collectifs militants est d'accroître l'aide qui peut dynamiser et faire monter ces mobilisations contre la précarité et l'insécurité sociale, et plus largement d'accroître la lutte du salariat contre la valorisation capitaliste.

Nous avons besoin de revendications unifiantes et ces revendications sont la plupart du temps des revendications de rupture.

Notre objectif à moyen terme c'est la construction d'un mouvement social de masse, seul capable d'accumuler et de fédérer les résistances. Il s'agit de rassembler les forces anti-capitalistes à la fois pour soutenir, pour déployer une stratégie de résistance à la barbarie rampante du système, développer les luttes et pour débattre du contenu d'une alternative à ce système même.

Conquérir l'égalité entre les immigré-e-s et les autres, l'égalité entre tous/toutes, c'est un élément d'un projet de transformation sociale radicale que nous construirons au fil des luttes, des libérations et des émancipations, dans la solidarité entre tous ceux et toutes celles que ce système exploite, domine et assujettit.

Toutes les luttes sont soeurs

Nous portons un monde nouveau dans nos coeurs. Construisons-le jour après jour

Rencontre Internationale de l'Anarchisme

8 - 12 août 2012 St-Imier

**Conférences - Ateliers - Salon
du livre - Concerts - Théâtre -
Cinéma - Expositions**

**Infos et inscriptions sur
www.anarchisme2012.ch**

REBELLION

**Feuille d'agitation de l'Organisation Socialiste Libertaire - vaud (OSL) - Février 2012
Case postale 7062, 1002 Lausanne - www.rebellion-osl.ch - www.anarkismo.net**

Immigration Papiers, droits, égalité, un seul combat

L'égalité comme condition

L'amélioration des conditions d'existence et de statut de l'immigration dans ce pays passe évidemment par la régularisation de toutes les personnes qui sont sans papiers, frappées de NEM ou qui sont acculées à une expulsion après refus de leur demande d'asile. Ces situations constituent le "noyau dur" de la condition immigrée même si celles et ceux qui ont des papiers sont aussi privé-e-s d'un certain nombre de droits fondamentaux, fragilisé-e-s, discriminé-e-s et, dans certaines circonstances, expulsables elles et eux aussi.



Mais cette revendication, "des papiers pour toutes et tous" n'est elle-même qu'un élément d'un objectif aussi simple que radical: l'égalité pour toutes celles et ceux qui vivent ici, quelle que soit leur origine.

Cette exigence d'égalité c'est ce qui doit à la fois animer notre mouvement et en constituer l'aboutissement évident. Nous n'avons qu'un seul monde, nous partageons une même condition humaine. Il n'y a ni raison ni justification d'accepter que les êtres humains soient classés, encadrés, contrôlés, réprimés et donc traités de manière inégalitaire.

Le changement de statut et de condition de l'immigration ne peut être porté que par un mouvement général d'émancipation. Il peut certes y avoir dans ce mouvement des avancées et des reculs, des sauts qualitatifs, des objectifs intermédiaires, mais l'objectif final, celui qui anime et donne souffle à la longue période des luttes, c'est bien celui de l'égalité entre les personnes, de l'égalité humaine et sociale.

La lutte pour les droits de l'immigration n'est pas simplement un combat contre les racistes et les xénophobes mais contre l'ensemble d'un système qui assigne les immigré-e-s à une condition d'êtres inférieurs et subordonnés.

Une condition humaine partagée

Il n'y a pas d'intégration sans reconnaissance mutuelle de cette condition humaine partagée, sans exigence d'égalité. Cette exigence constitue d'ailleurs un multiplicateur des luttes que nous menons, des revendications et des droits que nous exigeons. Car, en effet, comment atteindre l'égalité entre toutes et tous sans que chacun-e soit respecté-e et de voir garantis ses droits fondamentaux.

Par exemple, il est impossible de parler d'accueil, d'intégration ou d'égalité dans l'actuelle situation faite aux salarié-e-s, dans le cadre de l'actuel droit du travail. Accueillir et intégrer ne signifient pas simplement donner des papiers (ce qui est immense), mais permettre aux gens de sortir de leur situation précarité dans une concurrence de plus en plus féroce de toutes et tous contre toutes et tous pour vendre sa force de travail, pour trouver un logement, pour accéder aux prestations de base du service public.

Il en est de même dans la lutte pour l'égalité entre hommes et femmes. Il est rigoureusement impossible d'accueillir et de donner des papiers aux femmes qui arrivent ici sans que l'égalité entre femmes et hommes avance de manière décisive dans cette société, notamment par la reconnaissance des violences structurelles faites aux femmes, autant ici qu'ailleurs.

Aujourd'hui, la possibilité de se nourrir, de se loger, de se soigner cesse d'être garantie, malgré les déclarations officielles. C'est une évidence partout en Europe où les classes dominantes ont ouvert une véritable guerre sociale contre les classes populaires. De manière plus feutrée, c'est tout aussi vrai ici, en Suisse.

Au fond, même si cela ne peut naître que d'un bouleversement révolutionnaire, nous sommes lié-e-s à la conception internationaliste d'un seul monde ou des êtres humains égaux/égales puissent, non pas avoir des papiers partout, mais aller partout sans aucun papier. C'est une partie de notre utopie combattante.

Qui est l'immigré-e de qui?

L'immigration est discriminée, classée et contrôlée, victime d'un traitement particulier, exclue du droit commun. Mais elle ne constitue qu'un des derniers maillons d'une chaîne. L'immigration c'est un secteur du prolétariat, du salariat. Elle appartient aux classes populaires. Or, les salariés-es, les prolétaires vivent une commune situation d'exploitation et de domination. D'un strict point de vue légal, tous/tes les salarié-e-s sont des subalternes qui doivent obéir, des gens privés du droit commun reconnu aux seuls propriétaires et dirigeant-e-s. L'immigration c'est essentiellement une fraction décisive du prolétariat multinational de ce pays.

La condition de l'immigration fait immédiatement résonance avec celle des chômeurs/euses, des pauvres, des socialement aidé-e-s, des femmes, des vieux/vieilles, celles de tous les gens qui constituent cette force de travail idéale, flexible, pleinement profitable, employable et jetable que le système veut.

Les jougs de l'Etat souverain

A l'exigence d'égalité entre les êtres humains s'opposent les conditions de la valorisation capitaliste et le commandement de l'Etat. Alors même que les appareils étatiques nationaux

perdent une grande partie de leurs prérogatives de souveraineté, que les centres de pouvoir transnationaux dirigent les politiques des pays et font de certains des protectorats et des semi-colonies, alors que le marché se globalise et que les capitaux circulent sans obstacle et sans frein, le contrôle du mouvement des êtres humains demeure une compétence étatique essentielle. La possibilité de classer, d'admettre ou d'expulser, de sanctionner, d'emprisonner et de déporter reste un élément décisif du pouvoir étatique, même si sur ce terrain aussi les blocs inter-Etats prennent un rôle décisif.



Cette souveraineté contient l'essentiel du droit d'exception mis en oeuvre contre les droits fondamentaux des êtres humains. La politique étatique de l'immigration repose sur une inégalité fondamentale entre les êtres humains, sur l'exclusion d'une partie de la population du droit commun, sur une possibilité d'agir de manière inhumaine contre des individus et des groupes sociaux définis comme inférieurs aux autres catégories de la population.

En fait, la politique étatique envers l'immigration, et notamment envers les secteurs les plus précaires de cette immigration, renvoie toujours à un ordre social général, à un déni des mouvements d'émancipation: des femmes, des peuples colonisés, des prolétaires, de celles et ceux qui revendiquent de vivre librement leur vie en dehors des normes hégémoniques, etc.

Mais il y a davantage. La politique d'Etat envers l'immigration détruit les droits fondamentaux de tous/tes même lorsqu'elle prétend les appliquer. Prenons par exemple le cas fort connu du droit formellement établi à un toit et à la subsistance pour toutes les personnes qui se trouvent dans

ce pays. En fait, ce droit formel est mis en oeuvre de manière à exercer sur les débouté-e-s une pression permanente et croissante pour les contraindre à partir.

La place dans un abri PC et un repas par jour sont intimement liés à la mise en place de la détention administrative en vue de l'expulsion et des conditions physiques et psychiques de la réalisation même de cette expulsion. La condition faite aux plus précaires des immigré-e-s, n'est que la version extrême de celle faite à toutes les personnes en situation de fragilité sociale, de précarité.

Naturellement, le système ne veut pas expulser l'essentiel de l'immigration "illégal", cette force de travail taillable et corvéable à merci. La pression, les contraintes, l'enfermement, l'expulsion, sont destinés à faire des exemples, à contenir dans le silence, à manifester le pouvoir de l'Etat et à démontrer l'impuissance des dominé-e-s, à stigmatiser et à séparer les sans-papiers ou les débouté-e-s du commun des gens.

Immigrés-es illégaux, abuseurs-euses des assurances et des prestations sociales, fonctionnaires privilégiés-es, jeunes indisciplinés-es, malades trop cher-es, vieux-illes trop vivants-es, ce sont les figures innombrables de celles et ceux que le pouvoir entend réduire et dont le traitement sert à intimider tous-tes les autres. En fait, ce sont toutes les classes populaires et plus largement tous-tes les dissidents-es, les rebelles, les penseurs-euses libres qu'il s'agit de contraindre à la discipline et à la conformité.

Plus largement, toutes les personnes qui doivent recourir aux assurances sociales, à l'aide publique, aux garanties et à la sécurité que doit donner le droit social, deviennent du coup prisonniers du système, assignables à n'importe quel travail, à n'importe quel condition, avec n'importe quel salaire ou sans salaire, contrôlables, fichables et assigné-e-s, mobilisé-e-s et commandé-e-s.

La question sociale

La question de l'immigration est en fait une partie de ce qui est classiquement désigné comme la "question sociale". Le traitement de l'immigration, sa situation juridique et institutionnelle constituent un effet de levier pour appliquer à l'ensemble des classes populaires une politique d'asservissement, de précarité des conditions

d'existence, de fragilisation. Cela a été dit, mais il faut le répéter encore et encore. La condition faite à l'immigration est le laboratoire d'une énorme entreprise de destruction de la sécurité sociale, des conditions de travail et de vie et des libertés des classes populaires. La politique de contrainte au travail pour les chômeurs/euses et les personnes en fin de droit, la précarité croissante de tous les statuts du travail, la répression des tentatives d'organisation des salarié-e-s pour défendre leur droit, le retour des valeurs et des politiques réactionnaires, tout cela est lié à la condition fondamentale faite à l'immigration, car il s'agit bel et bien de la politique de guerre sociale menée par les classes dominantes contre les classes populaires.

En ce sens, la lutte pour les droits de l'immigration est un élément d'une politique de libération pour toutes et tous.

Le sort que l'état et les classes dominantes imposent à l'immigration nous dit bien le type d'institution sociale vers lequel s'oriente le système. En même temps, l'écart entre la pire des conditions faite à la plèbe et la condition ordinaire des classes populaires sert à diviser, à consoler les un-e-s par la distance qui les séparent des autres et à constituer les plus faibles en bouc émissaire en principe explicatif d'une condition comme de plus en plus dure, de plus en plus contrainte.

La question sociale, l'alliance entre tous les mouvements d'émancipation, la clarification des termes d'une lutte qui oppose dominant-e-s et dominé-e-s, exploiters/trices et exploité-e-s fait que le combat pour les droits de l'immigration ne peut avancer qu'en se liant avec toutes les autres luttes sociales.

Communauté de lutte

Nous vivons dans une situation où les classes dominantes ont fait de l'immigration un bouc émissaire, convainquant une partie des classes populaires que les immigré-e-s sont la source des problèmes et de la menace sociale ressentis par la majorité des gens. L'immigration devient l'élément clé d'une "pensée" consolatrice qui conforte l'ordre dominant et divise les dominé-e-s.

Pour faire changer cet état de fait, il faut faire évoluer vers des positions de résistance et de lutte anticapitalistes les majorités sociales domi-